

**ARRÊTE MUNICIPAL N°13/2025**

portant le constat de biens sans maître

Le Maire de la Commune de SERNHAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales dans ses articles L 2131-1 et suivants et L2241-1 et suivants,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 1123-1, L 1123-3, et R 1123-1,

Vu l'avis favorable de la Commission communale des impôts directs en date 29/01/2025,

Vu les informations transmises par le centre des impôts des particuliers du SIP de Bagnols sur Cèze,

Considérant qu'aucune formalité n'est mentionnée au fichier des hypothèques concernant les bien concernés,

Considérant, aux vues de ces éléments, que la parcelle cadastrée section B n°725 sur le territoire de la Commune est un bien vacant sans maître que la commune se propose d'incorporer dans son domaine,

**ARRETE**

Article 1 : Il est constaté que l'immeuble dont la référence cadastrale est : section B n°725

PAGANOTTO THOMAS

SECTION B N° 725

POULVAREL OUEST

REÇU EN PREFECTURE

le 11/02/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_AI-030-213003171-20250206-13\_2025-A1



n'a pas de propriétaire connu et que la contribution foncière n'a pas été acquittée depuis plus de trois ans. Par conséquent, la procédure d'appréhension desdits biens par la Commune, prévue par l'article L1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques est dès lors mise en œuvre par le présent arrêté.

Article 2 : le présent arrêté sera affiché en Mairie et sur les supports de communications communaux ainsi que sur le terrain.

Il fera également l'objet d'une notification aux derniers domicile et résidence du dernier propriétaire connu.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication, il sera notifié au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 3 : Dans le cas où un propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de 6 mois à compter de la dernière mesure de publicité, les immeubles sont présumés sans maître au titre de l'article 713 du code civil.  
La Commune peut, par délibération de son organe délibérant, l'incorporer dans son domaine public. Cette incorporation est constatée par arrêté du Maire.

Article 4: Monsieur le Maire sera chargé de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif du Gard (30).

Fait à SERNHAC, le 06/02/2025

Le Maire

Gael DUPRET



